Les Gilets jaunes et l’Union européenne

Le 11-01-2019

Télécharger ou imprimer au format PDF

Par le Parti de la démondialisation (Pardem)

Le 11 janvier 2019

La principale faiblesse du mouvement des gilets jaunes est l’absence de remise en cause du système de l’Union européenne et de l’euro dans leurs cahiers de doléances. Cette situation fâcheuse empêche la compréhension des conditions à réunir pour gagner.

Comprendre le rôle néfaste pour les peuples du système de l’Union européenne et de l’euro doit devenir la priorité numéro 1 du mouvement s’il veut conserver l’espoir de remporter la victoire.

Le système de l’Union européenne, en effet, a été construit pour retirer progressivement aux Etats membres des domaines entiers et décisifs de leur souveraineté. C’est le cas des « compétences exclusives » que s’arroge le système : politiques monétaires, du commerce intérieur et international. C’est également le cas

des politiques budgétaires ou de défense… Pourquoi priver les Etats membres de leur souveraineté ? Pour une raison très simple à comprendre : les classes dominantes – l'oligarchie européenne

– grâce aux traités européens (le traité de Lisbonne), veut s'assurer que seules des politiques néolibérales, favorables à leurs intérêts, seront les seules possibles. C'est pourquoi les traités européens prétendent imposer définitivement des politiques néolibérales et interdisent toute politique qui répondrait aux attentes des peuples. C'est pourquoi, depuis Mitterrand, les alternances gauche-droite, dès lors qu'elles ne remettaient pas en cause ce système, ont mené les politiques désastreuses que nous connaissons qui ont suscité le mouvement des gilets jaunes.

L'Union européenne (les classes dominantes) dispose avec l'euro d'une arme de destruction massive des salaires et de l'emploi. On pourrait se demander pourquoi une telle « méchanceté » ? Là encore la raison est simple : la pression sur les salaires permet d'assurer la « compétitivité » des entreprises sur le marché international en proposant des prix toujours plus bas que leurs concurrents. Mais, d'un autre côté, en comprimant les salaires la demande est freinée et le chômage encouragé. Les classes dominantes, rappelons-le, ont besoin d'un fort taux de chômage pour discipliner le salariat et faire pression sur les salaires. Ceci explique pourquoi la zone euro est celle, à l'échelle mondiale, qui connaît la croissance économique la plus faible, la progression des salaires la plus lente et le taux de chômage le plus élevé, notamment pour les jeunes.

Pour les classes dominantes, le système de l'Union européenne est un formidable verrou fermant aux peuples des pays membres tout espoir de voir leur sort d'améliorer.

Il est donc urgent d'introduire dans les cahiers de doléances des Gilets jaunes la restauration de la démocratie et donc le retour à la souveraineté nationale par la sortie unilatérale et immédiate de l'Union européenne et de l'euro.

Cette exigence du retour à la démocratie est déjà présente dans les cahiers de doléances sous la forme du slogan « Macron démission » et du Référendum d'initiative citoyenne (RIC).

Macron est en effet la caricature parfaite de la haute société des classes dirigeantes. Il est arrogant, pédant, prétentieux, inculte et méprisant pour tout ce qui relève des « basses-classes ». Plus vite il partira et mieux nous nous porterons. Toutefois, Macron n'est que le gestionnaire des intérêts des classes dirigeantes qui l'on fait élire. S'il part ils en trouveront un autre pour faire exactement la même politique.

Quant au Référendum d'initiative citoyenne (RIC), il est la première marche de la reconstruction d'une société démocratique. C'est le peuple, en effet, directement et pas simplement via ses députés, qui doit décider de tous les sujets importants. Mais attention à la naïveté ! Il existe déjà, par exemple, l'Initiative citoyenne européenne (ICE) définie dans le traité de Lisbonne. Elle donne un droit d'initiative politique à un rassemblement d'au moins un million de citoyens venant d'au moins un quart des pays membres. Mais ce référendum n'est pas automatique puisqu'il doit concerner des sujets compatibles avec le contenu du traité de Lisbonne et recevoir l'accord de la Commission européenne. Demander à Macron qu'il mette en place le RIC risque de donner le même résultat que l'ICE.

On comprend alors les raisons qui conduisent certains Gilets jaunes à vouloir présenter une liste aux élections européennes de mai 2019. Mais ce serait une très grave erreur. Si l'on comprend que la nature de l'Union européenne est d'éliminer la démocratie dans les Etats membres pour laisser la place, définitivement, à des politiques favorables aux classes dominantes, on ne peut vouloir entrer dans ce système. Il n'est pas réformable de l'intérieur, car la révision du traité de Lisbonne impose l'accord unanime, à la virgule près, de tous les pays membres. Autrement dit, une tâche impossible. En outre, le Parlement européen, contrairement à un vrai parlement, ne peut pas voter la loi. Il ne peut pas changer le traité de Lisbonne. Quelle que soit la majorité – gauche, droite, écologiste, souverainiste – ce sont les directives élaborées par la Commission européenne et la jurisprudence de la Cour de Luxembourg qui auront toujours le dernier mot.

Quant à la démission de Macron – indispensable – elle ne saurait faire oublier ce qui est beaucoup plus important : la dissolution de l'Assemblée nationale. Car, dans notre pays, c'est encore l'Assemblée nationale qui a le pouvoir (les miettes que lui laisse le système de l'Union européenne), ce n'est pas le Président de la République. Obtenir la dissolution de l'Assemblée nationale permettrait aux Gilets jaunes de présenter des candidats pour prendre le pouvoir. Il serait ainsi possible de mettre en œuvre les cahiers de doléances sans rien demander à personne !

L'introduction, dans les cahiers de doléances, de la sortie immédiate et unilatérale du système de l'Union européenne et de l'euro, permettrait de réunir toutes les conditions du succès. Le système de l'Union européenne est parvenu à domestiquer les syndicats (tous) et les partis politiques (presque tous). Ne refaisons pas la même erreur ! La traduction politique du mouvement serait ainsi assurée !

Alors, amis Gilets jaunes, organisons une campagne de boycott citoyen des élections européennes !

Signez l'appel au boycott !

http://www.pardem.org/le-parti/campagnes/europeennes-2019/892-je-signe-l-appel-au-boycott-citoyen-des-elections-europeennes

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire